

La vraie dénucléarisation et l'établissement d'une paix durable dans la péninsule coréenne dépend de nous.

- KPTU continuera à travailler pour une Corée pacifique et égale -

Le 12 juin, Kim Jong Un, président de la Commission des affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée et Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique, ont tenu le premier sommet entre les dirigeants des deux pays à l'hôtel Capella à Singapour. Après la réunion, les deux dirigeants ont signé une déclaration commune contenant les engagements suivants:

- 1) établissement d'une nouvelle relation entre les États-Unis et la RPDC pour la paix et la prospérité;
- 2) efforts conjoints pour instaurer un régime de paix durable et stable dans la péninsule coréenne;
- 3) Réaffirmation nord-coréenne de l'Accord Panmunjom et efforts pour aboutir à une dénucléarisation complète, et
- 4) travail conjoint pour récupérer les prisonniers de guerre, y compris le rapatriement immédiat de ceux déjà identifiés.

Le fait même que les plus hauts dirigeants de la Corée du Nord et des États-Unis, deux pays dont les relations sont empreintes d'hostilités et de menaces mutuelles depuis soixante-dix ans, se soient réunis au même endroit et dialoguent est historique et marque qu'une nouvelle ère de paix sur la péninsule coréenne est possible. Nous nous félicitons donc du sommet et de la déclaration commune Corée du Nord-États-Unis.

Néanmoins, nous ne pouvons-nous empêcher de ressentir une certaine déception et une certaine anxiété quant au fait que la déclaration conjointe ne contienne pas d'accord sur des mesures concrètes en vue de l'établissement d'un régime de paix et de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. C'est parce que cet échec signale que beaucoup de problèmes non résolus demeurent entre les deux pays. Jusqu'au Sommet, les États-Unis ont continué d'affirmer la nécessité d'une «destruction complète, vérifiable et irréversible» des armes nucléaires nord-coréennes, tandis que la Corée du Nord exigeait des garanties de sécurités concrètes et une action par étapes. Malgré trois mois de négociations avant le sommet, il semble que les deux gouvernements n'aient pas pu parvenir à un accord concret sur la manière d'aligner leurs positions.

Nous devons veiller à ne pas adopter l'attitude trop optimiste de la Maison bleue (NdT : résidence et bureau du président de Corée du sud), qui parle déjà de la «fin de la guerre froide» et d'une «grande victoire» pour les États-Unis et les deux Corées. Nous ne devons pas non plus donner foi à l'extrême pessimisme des conservateurs militaristes, qui dénigrent le Sommet pour n'avoir pas réussi à réaliser le DICV (Démantèlement Irréversible, Complet et Vérifiable), comme pour tenter de nous renvoyer à l'ère de l'hostilité ouverte. Grâce au Sommet d'aujourd'hui, nous avons appris que laisser le sort de la péninsule coréenne aux calculs du président Trump avant les élections de mi-mandat, ou que la bonne volonté des gouvernements des pays de la région ne suffit pas à construire un véritable régime de paix. Nous devons comprendre l'accord entre les États-Unis et la Corée du Nord comme un point de départ et continuer à travailler pour progresser vers une paix réelle.

Comme nous l'avons précisé lors du Ralliement pour la paix le 9 juin, un véritable plan de dénucléarisation de la péninsule coréenne doit inclure le retrait des politiques américaines de frappe préventive nucléaire et de dissuasion étendue contre la Corée du Nord. La conclusion d'un traité de paix par toutes les parties concernées et un pacte de non-agression entre les États-Unis et la Corée du Nord sont nécessaires comme étapes vers la création d'un régime de paix coréen. En outre, une réduction des armes classiques par toutes les parties et la fin du stationnement des troupes américaines en Corée du Sud sont nécessaires pour éliminer les conditions matérielles de la guerre et surmonter les causes profondes du conflit nucléaire. Toutes ces tâches restent devant nous.

Lors de la conférence de presse qui a suivi la signature de la déclaration commune, le président Trump a fait référence aux mesures de dénucléarisation déjà prises par la Corée du Nord, a déclaré son intention de mettre fin aux exercices militaires conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud et a évoqué la possibilité d'une déclaration de fin de la Guerre de Corée. Nous saisissons cette occasion pour souligner une fois de plus aux administrations de Trump et de Moon Jae-in que toutes poursuites d'exercices militaires conjoints vont à l'encontre de l'esprit des pourparlers de paix et ne doit pas continuer. En outre, les États-Unis et la Corée du Sud devraient répondre aux premières étapes de la dénucléarisation de la Corée du Nord avec la suppression du système de défense antimissile THAAD opérant illégalement dans le village de Soseongri.

Nous devons également exprimer nos préoccupations au sujet de la «prospérité» mentionnée dans la déclaration commune. Il était clair dans les commentaires de Trump sur le développement de la Corée du Nord lors de sa conférence de presse que cette «prospérité» reposerait sur l'investissement privé et l'ouverture capitaliste de l'économie nord-coréenne. Nous sommes préoccupés par le fait que ce processus, qui n'implique pas la participation des travailleurs, pourrait conduire à une augmentation des violations des droits du travail et à une augmentation des inégalités économiques entre autres. Le mouvement syndical doit maintenant discuter sérieusement d'un plan de paix et d'unification qui favorise les conditions de vie et les droits de tous les travailleurs et de tous les citoyens coréens.

Selon la déclaration conjointe, des discussions de haut niveau se tiendront très prochainement pour discuter de la mise en œuvre concrète des engagements pris. Étant donné que de nombreuses questions restent en suspens, il est probable que les futures négociations se heurteront à de nombreuses difficultés. Nous continuerons à réagir de manière proactive à ce processus en nous fondant sur notre désir et notre vision d'une péninsule coréenne pacifique et égale.

2018. 6. 12

Syndicat coréen des travailleurs de la fonction publique et des transports